

Recherches sociographiques



Projet de recherche historique : l'émigration des Canadiens français au XIXe siècle

Albert Faucher

Volume 2, Number 2, 1961

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055079ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055079ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Faucher, A. (1961). Projet de recherche historique : l'émigration des Canadiens français au XIXe siècle. *Recherches sociographiques*, 2(2), 243–245.
<https://doi.org/10.7202/055079ar>

NOTES DE RECHERCHE

*

*

*

PROJET DE RECHERCHE HISTORIQUE :

L'EMIGRATION DES CANADIENS FRANCAIS AU XIX^e SIECLE

Certes, depuis longtemps des Canadiens français avaient émigré en territoire américain; mais le mouvement migratoire ne devait prendre une allure inquiétante qu'après les troubles de 1837-38. En 1830, Joseph Bouchette remarquait que les Canadiens français avaient occupé les meilleures terres agricoles; et l'on pouvait, déjà à cette époque, s'inquiéter d'un excédent de population que n'absorberait plus le terroir. Toutefois, lorsque Bouchette terminait son enquête, l'émigration canadienne-française n'avait pas pris encore les proportions d'un phénomène susceptible d'alerter l'opinion publique.

Il n'en fut pas ainsi de l'émigration qui se déroula au cours des années de la révolution de 1837-38 dans la région de Montréal, pour se propager ensuite vers l'est de la Province. A compter de cette époque, les cycles migratoires allaient décalquer la courbe des cycles économiques. L'émigration allait gagner en intensité, par exemple, au cours des crises commerciales et agricoles de 1837 et 1838, de 1847 à 1849, de 1857 et 1858. Une autre vague d'émigration, celle des années 1860, semble liée à la demande croissante de main-d'oeuvre aux Etats-Unis, au cours de la guerre de sécession. Au cours des années 1880 et jusqu'à la fin du siècle, les Canadiens français sont attirés par la demande continue de main-d'oeuvre dans les usines de la Nouvelle-Angleterre, cependant qu'ils sont en quelque sorte repoussés économiquement du Québec, à cause d'une situation de chômage latent dans l'agriculture et d'un manque d'emploi dans le commerce et l'industrie.

Il semble que Mgr Ignace Bourget ait été le premier à saisir la gravité du problème. Aussi devait-il envoyer des religieux auprès des groupes francophones

établis aux Etats-Unis, comme Mgr Plessis l'avait fait jadis pour les Canadiens français qui avaient suivi les troupes américaines lors de leur retraite, en 1775, ou pour les Canadiens français qui étaient restés en territoire américain après le règlement de frontière de 1794.

Faisant écho à l'inquiétude du clergé, le gouvernement de la Province instituait, en 1849, une enquête sur les causes des migrations canadiennes-françaises. Durant le régime d'union, pas moins de quatre comités spéciaux de l'Assemblée législative furent constitués pour enquêter sur la désertion du terroir. Plus tard, le gouvernement Mercier essaya de freiner l'émigration par la publicité et par une législation susceptible de retenir les Canadiens français au Québec.

Il semble donc que l'émigration ait été l'événement majeur de l'histoire canadienne-française au XIXe siècle. Il faut bien avouer, toutefois, que nous connaissons assez mal cet événement. Que savons-nous, par exemple, des motivations qui ont provoqué ce mouvement, des conditions économiques et sociales qui l'ont propagé à travers les diverses régions de la Province ? A quel appel répondaient les émigrants; que leur offrait leur pays d'adoption et comment s'adaptaient-ils à leurs nouvelles conditions de vie; comment y ont-ils organisé leur vie communautaire et quelles luttes n'y ont-ils pas menées pour leur survivance ?

C'est dans le dessein de fournir quelques réponses à ces questions que nous avons résolu de colliger des documents sur la mobilité de la population canadienne-française au XIXe siècle.

Les sources sont nombreuses et diverses, sans doute : journaux canadiens et franco-américains, documents publics, canadiens et américains, archives publiques et privées, correspondances inédites, enfin, tout ce qui serait susceptible de nous éclairer sur les divers aspects du problème et qui, de façon générale, pourrait servir à l'histoire. Colliger ces documents, les classer, les commenter au besoin, bref, en préparer la publication, telle est la tâche que nous nous proposons.

Précisons maintenant quelques aspects méthodologiques de cette compilation documentaire sur les mouvements de la population canadienne-française au XIXe siècle.

En envisageant ainsi la population sous l'angle de la mobilité, nous constatons qu'elle s'est déplacée principalement, mais non exclusivement, à l'intérieur d'un espace géographique relativement restreint, espace qu'on peut, à toutes fins pratiques, considérer comme englobant trois ou quatre régions : les provinces de Québec et d'Ontario, les Etats des Grands Lacs et ceux de la Nouvelle-Angleterre.

Cette perspective qui replace la province de Québec dans la famille des régions à laquelle elle appartient historiquement suggère qu'elle fut une région différenciée, disons, économiquement défavorisée, et qu'elle fut, pour cette raison, en butte à l'attraction des autres régions. Traduite en termes économiques, cette attraction peut s'exprimer par des différentiels de taux de croissance, de demande de travail, de niveau de salaire et de standard de vie.

A cette attraction des autres régions correspondait la pression démographique du Québec. Cette pression qu'exerçait une conjoncture de sous-emploi chronique ou latent, devenait particulièrement forte en périodes de crise agricole ou commerciale. C'est pourquoi la courbe de l'émigration québécoise exprime un mouvement cyclique. Il est possible, toutefois, que les poussées migratoires du Québec aient varié en intensité, d'un secteur de la Province à l'autre et selon les périodes.

Ainsi, nous voyons que les mouvements de la population répondent aux forces de l'attraction et de la répulsion. Tels sont les deux pôles d'interprétation qui doivent guider notre recherche.

Dans cette perspective, l'étude de l'émigration québécoise au XIXe siècle nous amène à retracer les étapes de la conjoncture économique. Nous comptons donc colliger tout document susceptible de nous éclairer sur les conditions du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, sur la demande et l'offre d'emploi et sur les niveaux de vie. Les journaux, les archives régionales, et même les papiers de famille, s'il s'en trouve, nous fourniront des pièces importantes.

Quant aux conditions de vie des émigrés, nous possédons des sources de renseignements dans les journaux français publiés aux Etats-Unis et nous comptons faire enquête auprès des sociétés franco-américaines, avec la bienveillante collaboration du Conseil de la Vie Française en Amérique.

Albert FAUCHER

Département d'Economie,
Université Laval.

*

L'ETUDE DES MIGRATIONS DANS L'ANALYSE REGIONALE *

Les déplacements de population ont, depuis toujours, joué un rôle important dans le processus d'adaptation des sociétés à leur environnement. Grâce aux mouvements migratoires, en effet, l'homme a pu assurer et maintenir, non pas toujours sans doute de façon rationnelle, le peuplement des territoires. Sans ces transferts de population, l'humanité se serait vue condamnée à n'être qu'une collectivité relativement restreinte dont la survivance eût été chose fort précaire.

* Communication présentée au Congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS), section : "Sociologie, anthropologie et psychologie sociale", à l'Université d'Ottawa, le 28 octobre 1961.